

Cartographie des ressources et des écarts pour la consolidation de la paix en République Centrafricaine (RCA)

Document de travail

Version du 22 décembre 2008

Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix (PBSO)



Résumé

La résolution A/RES/60/180 a confié à la Commission de Consolidation de la Paix (CCP) le mandat de rassembler tous

TABLE DES MATIERES

REMARQUES PRELIMINAIRES	Page 4
1. VUE D'ENSEMBLE DES RESSOURCES	Page 5
1.1 RESSOURCES DOMESTIQUES	
1.2 RESSOURCES EXTERNES	
1.3 PRINCIPAUX PLANS ET PROGRAMMES D'ACTION, TABLE RONDE DES DONATEURS	
2. SECTEURS PRIORITAIRES—ECARTS DE PROJETS ET DE FINANCEMENT	Page 14
2.VUE D'ENSEMBLE	
2.2 REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE, DONT DESARMEMENT, DEMOBILISATION ET REINTEGRATION	
2.3 BONNE GOUVERNANCE ET ETAT DE DROIT	
2.4 POLES DE DEVELOPPEMENT	
3. LISTE DES PROJETS/ PROGRAMMES	Page 24

VUE D'ENSEMBLE DES RESSOURCES

1.1 Ressources Domestiques

A) Environnement macroéconomique

La République Centrafricaine (RCA) a connu le cinquième plus faible taux de croissance d'Afrique Subsaharienne entre 1996 et 2005 (inférieure à 0,85% par an). La croissance du PIB réel fut presque nulle en 2000-2002 et négative (-4,6%) en 2003. 67% des citoyens centrafricains continuent de vivre sous le seuil de pauvreté absolue de 1\$ par jour.

La performance économique du pays s'est améliorée depuis 2004. Le PIB réel a cru de 4,2% en 2007, les exportations ont augmenté et l'inflation a été contenue, créant un environnement plus favorable au rétablissement du pays. Selon le FMI, la croissance devait atteindre 3,5% en 2008, mais ces chiffres, ainsi qu'en 2009, pourraient être affectés par la crise économique et financière mondiale.

Les autorités progressent également sur la voie des réformes structurelles, y compris les réformes de l'administration fiscale et des

douanes, et les mesures pour améliorer la gouvernance et la transparence (FMI).

En conséquence, le revenu fiscal a augmenté régulièrement entre 2004 et 2008 (graphe ci-

B) Ressources domestiques privées

L'activité du secteur privé est faible en

pour 2009-2013. La BAD soutient également le remboursement des arriérés (23,5 m\$).

- La CE soutient avec le 9e Fonds européen de développement (FED) le transport et les infrastructures, l'aide budgétaire et le

C) Fonds de Consolidation de la Paix

Après que le pays ait été déclaré éligible par le Secrétaire-Général, 10 millions\$ ont été alloués par le Fonds de consolidation de la paix (FCP) à la RCA. Finalisé en juin 2008, le Plan prioritaire identifie trois secteurs prioritaires sur la base desquels les projets sont sélectionnés par le Comité National de Pilotage:

(I)

neuf projets du FCP, décrits en détail dans la
liste des projets, ont été sélectionnés

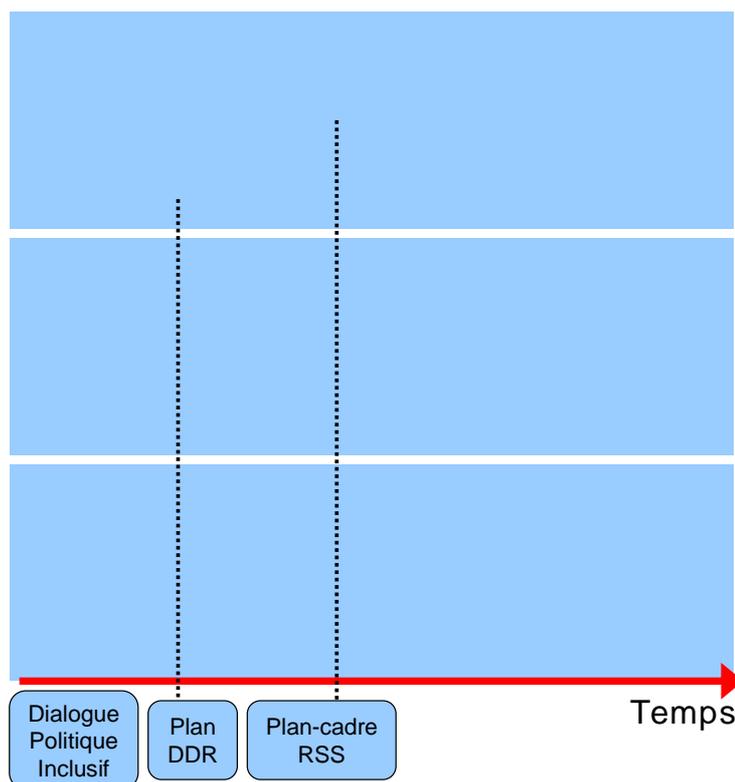
concentreront sur a) le renforcement du

PRIORITES



SECTEURS PRIORITAIRES: VUE D'ENSEMBLE DES ECARTS DE PROJETS ET DE FINANCEMENT

Besoins - projets et financement



La cartographie des projets et du financement présente une vue d'ensemble des initiatives en matière de consolidation de la paix en RCA. Elle permet de formuler les remarques suivantes:

1. La DDR est une priorité et dépend de la réussite du Dialogue Politique Inclusif et de la préparation d'un Plan DDR. Les donateurs actuels sembleraient prêts à augmenter leur soutien par la suite.
2. La RSS est toujours dans sa phase initiale. La mise en œuvre des recommandations du Séminaire et la préparation d'un plan d'action nécessitent un soutien accru.
3. Les projets en lien avec l'Etat de droit et de bonne gouvernance représentent un effort de long terme qui se traduit actuellement par un nombre raisonnable d'activités; plusieurs initiatives lancées récemment pourraient toutefois être soutenues et la coordination pourrait être améliorée.
4. L'approche des Pôles de développement verra des ressources significatives allouées par la CE qui ne pourront toutefois suffire pour tous les besoins. Les activités complémentaires et la mise en œuvre de la seconde phase nécessitent un soutien international accru afin d'accroître la portée des Pôles de développement.
5. Les 3 secteurs prioritaires nécessitent un soutien en termes de fonds et de projets, et peuvent être adressés en parallèle, bien qu'un certain séquençage soit nécessaire.

SECTEUR PRIORITAIRE I: REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE

Désarmement, Démobilisation, Réintégration (DDR)

Plans - Il n'existe à l'heure actuelle pas de programme de DDR en RCA. Un programme national sera préparé pour la mise en œuvre des Accords de Paix Intégrés de Libreville sur la base du Dialogue Politique Inclusif.

Ressources - Les ressources actuellement mobilisées pour la DDR sont limitées. Il semble toutefois que plusieurs partenaires seraient prêts à mobiliser des ressources après la finalisation du Plan DDR. Le PNUD soutiendra la préparation des programmes nationaux pour la DDR et le rétablissement. La Banque Mondiale envisage de s'appuyer sur les ressources du Trust Fund pour consolider les programmes de réintégration.

Projets / Programmes - Les écarts de projets sont significatifs en matière de désarmement, de démobilisation et réintégration des anciens combattants. Parmi les projets et programmes en cours, une initiative pour la réintégration se poursuit, Sécurité pour le Développement (projet #21, France, Irlande, PNUD). Le Japon finance un projet de Contrôle et de Réduction des Armes Légères (#22, 1,9m\$). L'UNICEF a obtenu l'aval du Comité de Pilotage National du FCP pour un projet de 2m\$ (#25) portant sur la protection, la prévention du recrutement des enfants, la démobilisation et la réintégration économique.

Suggestions - La mise en place d'un plan de DDR devrait comprendre plusieurs phases, dont: (i) une phase préparatoire de DDR; (ii) des opérations de sensibilisation; (iii) une phase de regroupement, identification et vérification; (iv) cantonnement; (v) désarmement et démobilisation; et enfin (vi) réintégration. Sur cette base,

- Certaines opérations de sensibilisation pourraient être soutenues immédiatement.
- Les leçons du programme régional (#23) pourraient être utilisées lors de la rédaction du Programme national de DDR.
- Les Pôles de développement pourraient inclure des activités de réinsertion (dans le contexte des activités en cours, dont les projets #59 à #70).
- D'autres projets dans le cadre du rétablissement économique dont les Micro-Projets communautaires (inclus dans le projet # 21) pourraient être reproduits et adaptés pour certains projets de réintégration et de développement communautaire.

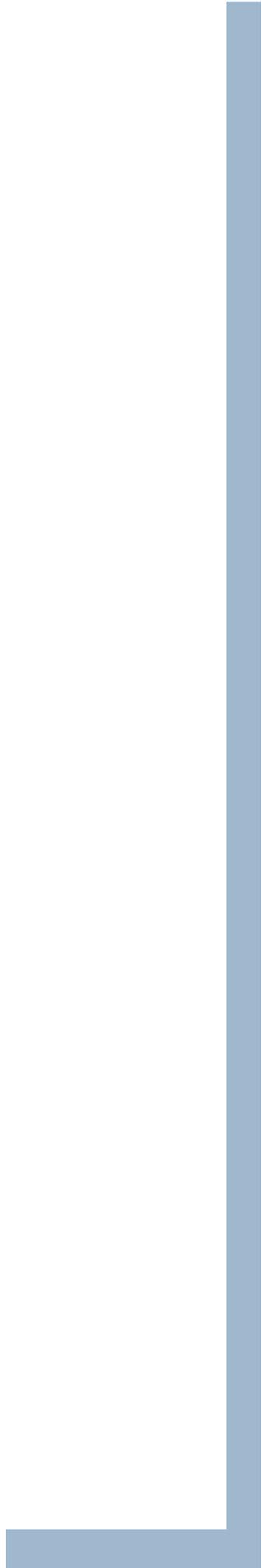
Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS)

Plans - 1) Un Séminaire National a été organisé du 14 au 18 avril 2008. Le gouvernement a approuvé un plan de réforme de deux ans et établi un Comité Sectoriel. Le PNUD et la CE se sont engagés à soutenir la RSS et à fournir une équipe d'experts afin de finaliser une stratégie globale et d'en promouvoir l'exécution. Les partenaires ont commencé à rassembler les experts et ressources nécessaires. Depuis, l'opérationnalisation des conclusions du Séminaire ont connu des retards.

2) Un Livre Blanc sur la restructuration des forces de défense, l'entraînement et l'équipement des forces de défense et de sécurité a aussi été rédigé.

3) un Projet de Loi de Programmation Militaire pour 2009-2013 a été soumis au Parlement.

Ressources - Le soutien dans ce domaine provient principalement de la France (coopération militaire et entre forces de sécurité), la Commission européenne et les Etats-Unis. Le Plan prioritaire du FCP identifie aussi la RSS comme premier domaine prioritaire d'intervention. Le soutien proposé inclut la restructuration et la formation des forces de sécurité, comprenant tous les segments, notamment les FACA, la gendarmerie nationale, la police nationale, les officiers des douanes, certains acteurs non-étatiques, l'administration judiciaire et pénitentiaire, les services de renseignement, et la protection et l'administration des ressources naturelles. Des ressources additionnelles, une fois réussi le Dialogue Politique Inclusif, sont requises au-delà du financement FCP (4 m\$ pour la RSS sur 10 m\$ au total dans la tra



Plans - 1. L'axe 1 de l'UNDAF vise au renforcement de la Gouvernance Démocratique et du Respect des Droits de l'Homme.

2. Le Pilier 3 du DSRP comprend parmi les effets clés une "meilleure efficacité des institutions démocratiques et de sécurité". A ce titre, la stratégie de réduction de la pauvreté du gouvernement centrafricain comprend l'amélioration de la gouvernance et le renforcement de l'Etat de droit, à travers des programmes visant le renforcement de la gouvernance politique et judiciaire, l'amélioration de la gouvernance économique, l'extension des institutions et de la gestion locale, la participation et la promotion de l'égalité de genre (voir Présentation du Gouvernement à la CCP, 8 octobre 2008).

3. La refonte du système judiciaire s'appuie sur les recommandations des Etats Généraux de la Justice (octobre 2007), qui ont examiné les moyens de développer un cadre stratégique sur les Codes Pénal, de Justice Militaire, du Travail et du Commerce.

Ressources - Les besoins sont importants en termes de ressources pour l'axe 1 de l'UNDAF. Pourtant seuls 28% des fonds pour cet axe avaient été sécurisés, soit un écart de financement de 46,2 m\$. Le FCP soutient ce secteur via une allocation d'environ 3,4 m\$ sous la tranche actuelle, ce qui permettra traiter des priorités urgentes.

Projets / Programmes: Plusieurs projets sont toutefois en cours d'exécution en RCA dans les domaines de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance:

1. Le PNUDd

Suggestions - Le Gouvernement a souligné les besoins suivants:

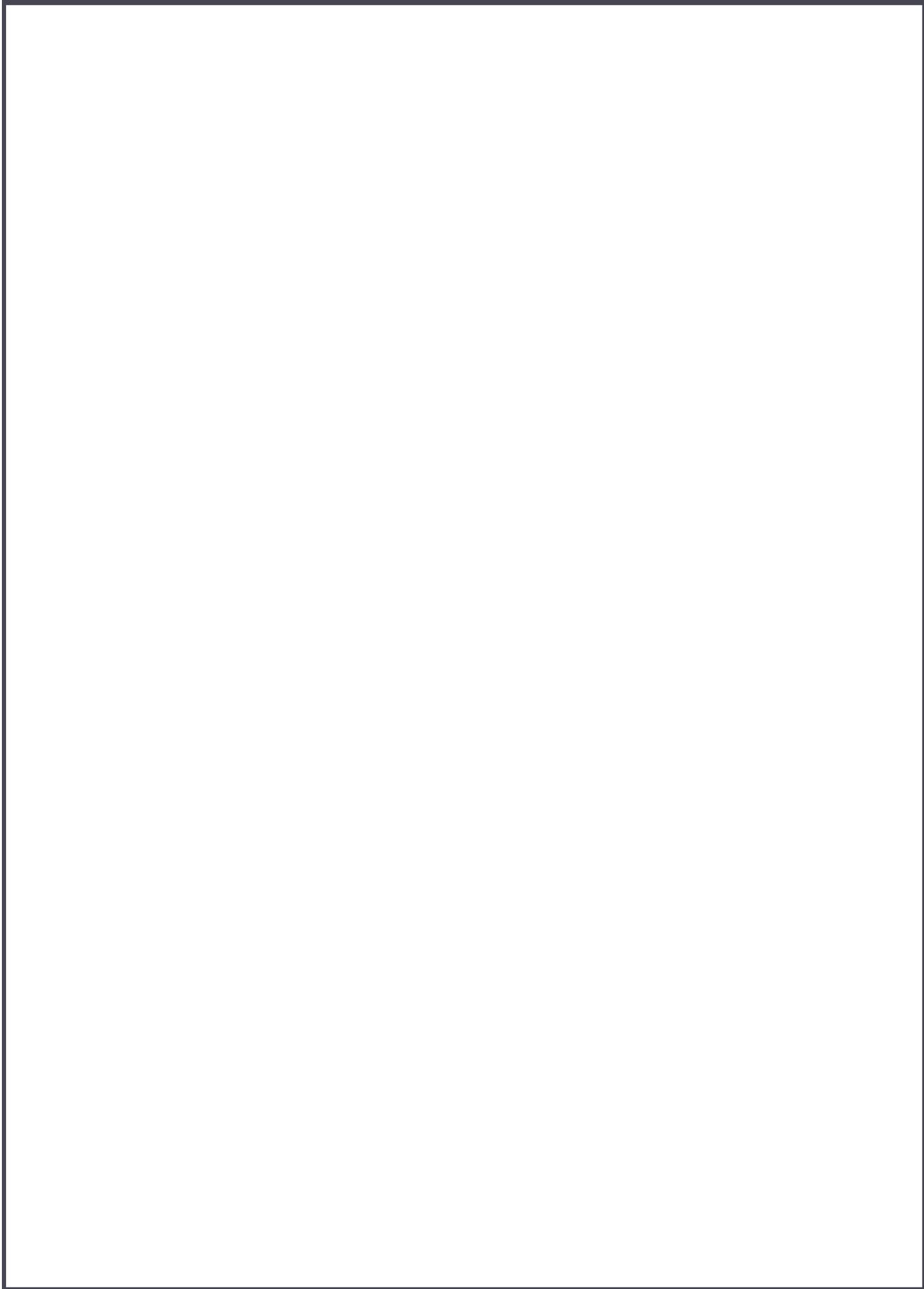
A) Au sein du système judiciaire pour la formation,

Plans - Le DSRP identifie les Pôles de développement comme une approche de mise en œuvre, soutenue par le gouvernement, pour lutter contre les inégalités géographiques dans le pays. La Commission Européenne soutient une approche multi-sectorielle dans plusieurs pôles, en accord avec le pilier 3 du DRSP. Les Pôles de développement consistent en des centres urbains secondaires et leurs environs où le développement économique sera accéléré, et les infrastructures minimales et services de sécurité seront rétablies afin d'ancrer l'autorité de l'Etat dans les régions.

Ressources - Le financement des Pôles de développement nécessite des ressources substantielles, reflétées dans le Pilier 3 du DSRP (les écarts de financement de tout le pilier s'élevaient en juillet 2008 à presque 513 m\$, soit 78% des besoins restants pour le financement du DSRP, comme noté page 12). Les ressources du FED pour les Pôles de développement comprennent 40 m€ pour la réhabilitation de services publics et le renforcement de la gouvernance locale; 8 m€ pour le rétablissement de l'économie rurale et 7m€ pour les micro-projets, ainsi qu'un soutien au secteur des transports (9,5 m€). D'autres ressources du budget de la CE (Non-State Actors & Local Authorities line) sont aussi mobilisées pour les Pôles.

Le gouvernement a observé lors de son allocution à la CCP (8 octobre 2008) que des ressources importantes devraient être mobilisées pour les actions suivantes: 1) Le renforcement de la sécurité, la restauration ou la construction d'infrastructures basiques et de équipements publics essentiels; 2) Le développement régional intégré de l'agriculture; et 3) Le renforcement des capacités opérationnelles et des services publics, et un meilleur accès aux services sociaux de base. Les priorités à court terme comprennent le développement de structures pour accompagner le développement socioéconomique et pour améliorer les infrastructures essentielles.

Projets/ programmes - L'établissement des Pôles de développement débutera progressivement. Les Pôles de développement représentent une approche trans-sectorielle qui comprend un grand nombre de projets potentiels. Ces projets auront une dimension locale en se concentrant sur des aires régionales d'activité, notamment le Nord-Ouest (Paoua, B ncMur



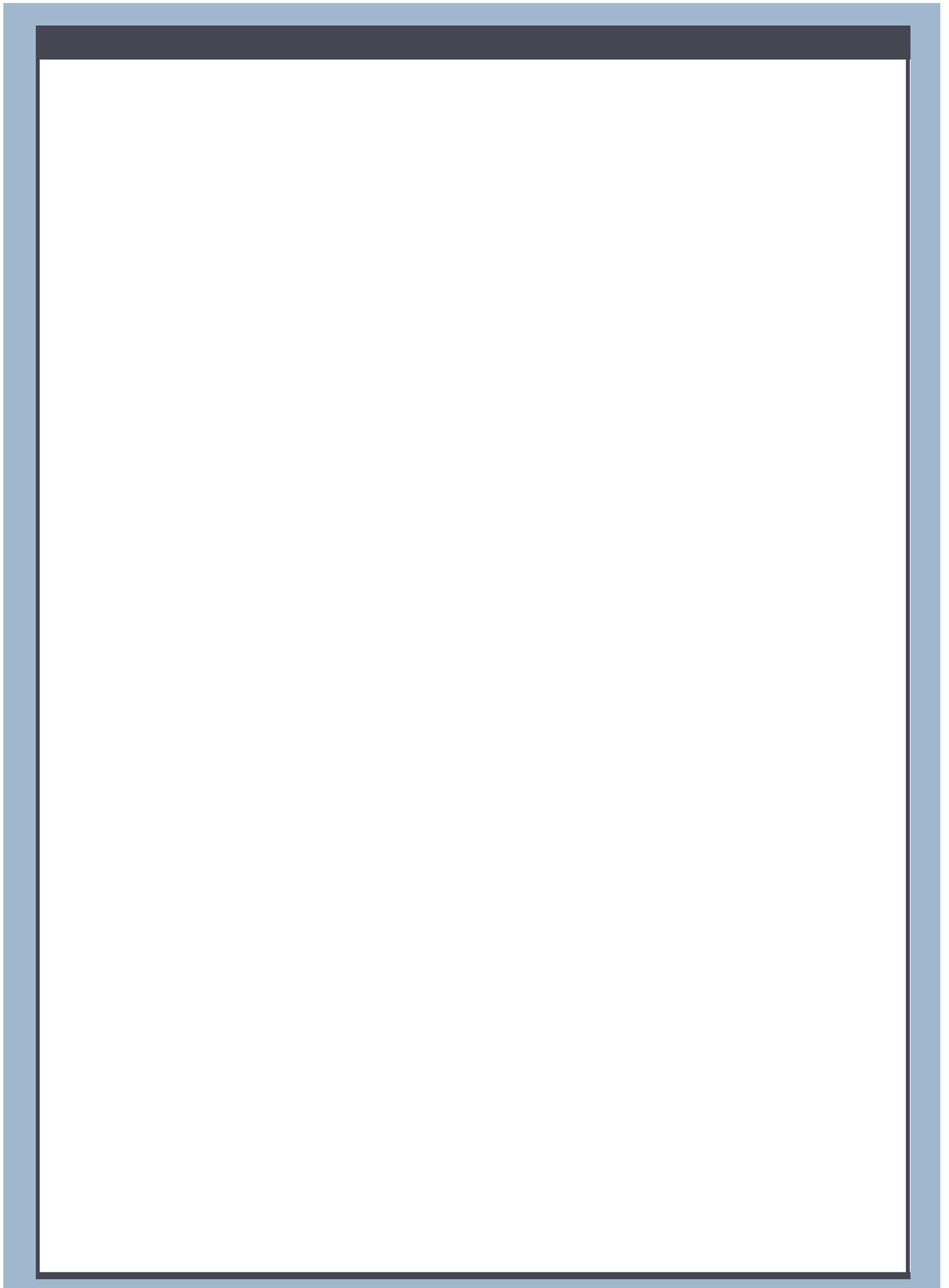
- | | | |
|---|---|--|
| 8. Ingénierie de défense
Ministère de la Défense | 0,58m\$
(2005-2009) | Un conseiller militaire technique permanent (grade d'officier général) est détaché auprès du Ministère de la Défense. Il soutient la rédaction de la Loi de Programmation Militaire. |
| 9. Appui à la restructuration des FACA | 6,1m\$
(2005-2009; renouvelé pour 2009-2012) | Soutient la restructuration des FACA par la four- |

Formation avec la FOMUC sur l'Etat de droit, les Droits de l'Homme et le droit

En cours

16. Formation des
FACA avec FOMUC /
MICOPAX

IRC





Formation en Droits de l'Homme, Etat
de droit et Droit International des
Droits de l'Homme (Nana Gribizi et
Ouham Pendé)

N/D
En cours

0,37 m\$

49. Ateliers sur les
Droits de l'Homme
avec le gouverne-
ment et la société
civile

50. E.xpression et Ré-
conciliation
UNESCO

IRC

FCP

Financement	Titre et partenaire (s) dans la mise en oeuvre du projet	Engagements financiers et calendrier	Description
-------------	--	--------------------------------------	-------------

Sources d'information sur la situation économique

Gouvernement

- Development Assistance Database - RCA
- Présentation à la CCP, 8 Oct. 2008

ONU / PNUD

- Rapport annuel 2007 , PNUD RCA
- Indicateurs de développement humain
- UNDAF 2007/2011
- Coordinated Aid Programme for CAR (2008)
- CAP for CAR (2008) - Revue semi-annuelle

FMI

- 26 septembre 2008 -- Press Release: Statement by an IMF Staff Mission at the Conclusion of a Visit to the Central African Republic
- 03 juillet 2008 -- CAR: 2d Review Under the Three-Year Arrangement Under the Poverty Reduction and Growth Facility, Requests for Waivers of Nonobservance of Performance Criteria and Augmentation of Access, and Financing Assurance Review - Staff Report; Press Release on the Executive Board Discussion; and Statement by the Executive Director for the Central African Republic
- 03 juin 2008 -- Central African Republic -- Letter of Intent, Memorandum of Economic and Financial Policies, and Technical Memorandum of



Bureau d'appui à la consolidation de la paix

22 décembre 2008